



Communiqué de presse – 16 décembre 2022

BILAN DE LA SESSION DE DECEMBRE

Le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) tire son bilan de la session de décembre. Si le PSVR est relativement satisfait du budget du canton du Valais, il se félicite de la mise en place du projet E-badge dans le cadre de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et le travail au noir (LALDétLTN). Le parti salue également l'acceptation d'une résolution portant sur le rapport alarmant du Conseil de la magistrature sur la gouvernance du Ministère public, ainsi que la non-acceptation en première lecture de la loi concernant l'ouverture des magasins. Le refus d'un postulat urgent de Tarcis Ancay portant sur les renvois relatifs aux accords de Dublin ainsi que le refus par le Grand Conseil d'une résolution portée par Marlyne Andrey Berclaz relative à la formation des élu-es quant aux risques liés aux changements climatiques est regrettable.

Un des gros morceaux de cette session était le traitement de la loi sur l'ouverture des magasins. Les attaques contre les conditions de travail des employé-es du secteur de la vente sont inacceptable. Le PSVR continuera de se battre pour des conditions de travail dignes pour les employé-es de la branche lors de la deuxième lecture de la loi. Si les propositions faites dans le cadre de la première lecture devaient alors se confirmer, il soutiendrait un éventuel référendum de la part des syndicats.

Le parti se réjouit de l'acceptation du budget, en particulier, de l'octroi du renchérissement pour le personnel étatique et paraétatique. « Avec cette décision, nous délivrons également un message à l'ensemble des salarié-es de ce canton en leur disant qu'ils peuvent prétendre, eux aussi, à ne pas subir une paupérisation et à obtenir au minimum pour 2023, cette pleine compensation du renchérissement et ainsi voir leur pouvoir d'achat préservé. Nous lançons donc ici un appel à l'ensemble des employeurs valaisans pour qu'ils fassent le nécessaire » commente Blaise Carron, député socialiste et secrétaire régional d'Unia Valais.

Le PSVR salue également l'acceptation, en première lecture de la LALDétLTN. Le projet E-badge permettra de lutter efficacement contre les fraudes et pour de meilleures conditions de travail. Un autre point fort de la session a été la résolution urgente « Dubuis/Wellig : un rapport alarmant » portée par Doris Schmidhater-Näfen (SPO), Marc Karlbermatter (SPO), Sarah Constantin (PSVR) et Anne-Laure Secco (PSVR). L'acceptation de cette dernière force la main de la Commission de justice qui devra désormais prendre position sur le rapport du Conseil de la magistrature. « Les problèmes et dysfonctionnements dans la gestion du Ministère public durent depuis beaucoup trop longtemps. La Commission de justice doit prendre l'affaire en mains. Plutôt hier qu'aujourd'hui. » dénoncent les auteur-es.

Une autre victoire lors de cette session est celle d'Anne-Laure Secco, vice-cheffe du groupe PS et gauche citoyenne et de son postulat portant sur la mise en libre-service de protections hygiéniques dans les établissements scolaires du canton. Contre l'avis du Conseil d'État, le Grand-Conseil a accepté ce postulat par 75 oui contre 25 non et 4 abstentions.

Le PSVR déplore le refus d'un postulat urgent de Tarcis Ancay sur les renvois liés aux accords de Dublin. Le Grand Conseil a fait fi du bon sens dans ce dossier en refusant de tout mettre en œuvre pour que ces jeunes ne soient expulsés dans un pays où leur sécurité vitale et l'accès à des soins médicaux ne leur sont pas garantis.

La droite bourgeoise du parlement a également refusé la résolution de Marlyne Andrey-Berclaz proposant l'organisation de séances d'informations et de dialogues entre les députées et les experts du GIEC et du comité scientifique du Plan Climat Valaisan.